

COLLOQUE EUROPA 2019

Les politiques agricoles et de développement rural en Europe : pour une agriculture au service de l'attractivité des territoires ?

Allocution d'ouverture du Délégué Général d'EUROPA, Michel SENIMON

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux, au nom d'EUROPA et en ma qualité de Délégué Général, de souhaiter la bienvenue à toutes celles et à tous ceux qui nous font l'honneur d'animer, de participer ou d'assister à notre Colloque 2019 consacré au thème : « Les politiques agricoles et de développement rural en Europe : pour une agriculture au service de l'attractivité des territoires ? »

Ce colloque est le 23ème que nous organisons à Limoges, depuis 1997 dans le cadre de nos Entretiens Universitaires Réguliers pour l'Administration en Europe. Il bénéficie du patronage du Conseil de l'Europe, dont EUROPA est membre de la conférence des OING.

Pour inscrire notre rencontre annuelle dans une telle durée, EUROPA a bénéficié de soutiens, sans lesquels rien n'aurait été possible.

- Celui de la Région Nouvelle-Aquitaine, présente à nos côtés, depuis l'origine et qui nous accueille comme à l'accoutumée dans cette salle d'assemblée ;
- Celui de la Communauté Urbaine Limoges Métropole dont le Président Jean-Paul DURET est attentif à la stratégie développée par EUROPA sur son territoire ;
- Celui de la Ville de Limoges dont le Maire Émile-Roger LOMBERTIE porte un regard intéressé sur nos travaux et nos valeurs européennes
- Celui de l'Université de Limoges et plus particulièrement de sa Fondation partenariale avec laquelle nous développons une coopération étroite et confiante ;
- Celui enfin du CNFPT qui trouve dans nos travaux une réponse à ses centres d'intérêt, et avec lequel nous avons renouvelé notre convention de partenariat pour une coopération renforcée : c'est pourquoi je salue ici avec beaucoup de plaisir la présence de Christine JOSSET VILLANOVA et de Benoit CATHALA.

Je tiens à saluer la très forte implication des chambres d'agriculture – départementale et régionale – dans la préparation et l'organisation de ce colloque, notamment au travers de l'action de Bertrand DUMAS que je souhaite chaleureusement remercier : la présence de Bertrand VENTEAU, Président de la Chambre départementale d'agriculture de la Haute-Vienne, de Dominique GRACIET, Président de la Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle Aquitaine en témoigne.

Cette année encore, notre ONG a souhaité être accompagnée dans sa démarche par un club des partenaires réunissant les principaux acteurs économiques et industriels convaincus par l'importance

des questions agricoles en matière de développement territorial. Je remercie ici l'ensemble des représentants de ces 12 partenaires qui ont bien voulu nous accorder leur soutien et leur confiance.

La richesse d'EUROPA réside dans le réseau qu'au fil des années elle a su constituer avec des universitaires et des administrateurs venus de presque tous les États membres de l'Union Européenne. Fidèles à nos rendez-vous, ils sont devenus des amis et leur contribution à nos projets n'a pas de prix. 9 d'entre eux sont avec nous aujourd'hui et vous les entendrez dans les tables rondes.

C'est pourquoi je salue ici chaleureusement nos amis allemand, belge, bulgare, danois, espagnol, français, hongrois, lituanien et slovaque.

Nous avons par ailleurs l'immense plaisir d'accueillir ce matin Monsieur Abdourahmane KOITA, Consul Général du Sénégal à Bordeaux accompagné d'une délégation du Conseil Départemental de Bakel, dans le cadre du partenariat que nous entretenons avec le SNDGCT à travers l'action de son Vice-président national Délégué aux Relations européennes et internationales, Monsieur Christophe VERGER.

Peu de secteurs d'activités auront connu en si peu d'années, quelques décennies, des transformations aussi profondes et rapides, au point d'en être brutales pour ses principaux acteurs, que l'agriculture. Depuis 1950, l'agriculture a connu des bouleversements profonds des techniques de production et du modèle même des structures agricoles : la mécanisation ; l'introduction et le développement de la chimie au service de l'augmentation du rendement des productions agricoles, dans une optique d'autosuffisance alimentaire ; la recomposition des structures d'exploitation agricole, et la transposition du modèle entrepreneurial en remplacement des petites unités de production traditionnelles et familiales... sont venues s'ajouter à la multiplicité des fonctions assurées par les agriculteurs : ils dessinent par leur travail, par leur action sur la nature, les paysages de nos territoires, contribuent à la conservation de la biodiversité... C'est par eux et grâce à leur travail qu'est assurée la souveraineté alimentaire de la France et de l'Europe, ce sont eux qui font de cette dernière la première puissance agricole au monde.

Le monde agricole a profondément changé de visage en 60 ans, et ses succès ne sauraient masquer la crise profonde qu'il traverse, qui se nourrit tout à la fois des difficultés économiques rencontrées par les agriculteurs, confrontés à la volatilité des marchés, à des demandes contradictoires des consommateurs, aux injonctions paradoxales que leur adressent parfois les pouvoirs publics, et d'un sentiment d'injustice face aux critiques que la société leur adresse, aux représentations caricaturales que l'on veut bien donner de leur métier (l'agribashing devient aujourd'hui quasiment une figure de style rhétorique).

L'image de l'Europe ne sort pas vivifiée de l'examen des causes de la crise agricole ; la politique agricole commune a été l'une des premières politiques publiques menée à l'échelon européen ; mais avec les évolutions du contexte économique et social, avec l'élargissement de l'Union européenne, elle n'a plus apporté au monde agricole ce qu'il en attendait et ce qu'il en espérait.

Il y a presque un an, en janvier 2019 Michel HOUELLEBECQ publiait « Sérotonine » auquel il donnait précisément pour cadre la crise du monde agricole en France : un secteur fragilisé par la

mondialisation des échanges et la concurrence de grandes puissances agricoles ; un monde paysan à l'identité brouillée par les politiques européennes, frappé par ce que l'auteur décrit comme « (...) un énorme plan social, le plus gros plan social à l'œuvre à l'heure actuelle, mais c'est un plan social discret, invisible, où les gens disparaissent individuellement, dans leur coin, sans jamais donner matière à un sujet pour BFM ».

A ce contexte de crise s'ajoutent aujourd'hui des défis inédits : inédits par leur ampleur et la gravité de leurs conséquences : le réchauffement climatique, qui met au défi les agriculteurs de répondre à des besoins alimentaires croissants alors même que les conditions de production, la fertilité des sols, la raréfaction des ressources aquifères, la concurrence dans l'utilisation des sols rendent plus complexe encore la concrétisation de cette ambition.

La politique agricole se recompose, cherche à être plus en symbiose avec le territoire dans lequel elle se développe. La consommation a été complètement réinterrogée ces dernières années, ce qui finalement a posé plus fondamentalement la question des ressources : comment faire vivre et nourrir les populations ? Comment améliorer le mode de vie des agriculteurs, soucieux, pour la plupart, de faire de la qualité, en ménageant les autres ressources ? Comment protéger la ressource en eau, ressource indispensable à la vie, considérée comme un bien commun, et que souvent l'on accuse les agriculteurs soit de polluer soit de gaspiller par des cultures intensives (arrosage du maïs gourmand en eau en période de sécheresse) ?

C'est dans ce contexte que le colloque Europa souhaite se placer en cherchant à mieux comprendre et connaître une politique publique spécifique, celle de l'agriculture et du développement durable ;

La politique agricole commune ne peut être crédible que si elle prend en compte les différents changements, et surtout les différentes attentes ; elle doit faire en sorte que le monde des agriculteurs et le monde des consommateurs se rencontrent, se parlent, échangent pour que les réponses ne soient pas favorables à un seul camp ; la qualité coûte cher par exemple et nécessite des investissements et des engagements importants de la part des agriculteurs, qui doivent souvent remettre en cause leurs pratiques traditionnelles. Quelles sont les priorités que l'on doit retenir à l'échelle européenne, avec quels outils ? De quelle manière peut-on concilier ces évolutions avec la nécessaire cohésion sociale et territoriale, en ce sens la pratique des circuits courts peut favoriser la proximité. La première table ronde abordera ces différentes interrogations.

L'on parle souvent et malheureusement de l'agriculture de manière négative... mais elle a de très nombreux atouts et il est clair qu'elle peut constituer un atout marketing pour un territoire ; il faut cependant une volonté politique pour l'affirmer, l'afficher et le traduire concrètement dans des décisions politiques... Il faut surtout que les politiques publiques soient conçues de manière globale : ainsi est-il illusoire de penser la métropolisation des territoires sans évoquer ni intégrer la problématique de l'agriculture et du développement durable ; c'est à l'échelle régionale et peut-être nationale ou européenne que ces réflexions doivent être menées, dans une logique de cohérence des territoires urbains et ruraux ; la table ronde 2 s'intéressera à ces questions fondamentales pour la société européenne.

Mais la question est aussi de savoir quelle agriculture nous voulons pour demain ; comme beaucoup d'autres métiers, celui d'agriculteur subit une révolution du fait des nouvelles technologies, de l'impact du numérique et de l'intelligence artificielle. Pourtant, le monde agricole défend des valeurs,

qui sont indispensables à la société ; sommes-nous en mesure, au niveau politique et social, d'imaginer un nouveau modèle agricole, autour duquel pourraient se retrouver nos agriculteurs européens ? Les territoires doivent être compétitifs, nous dit-on, mais ils peuvent aussi être complémentaires, dès lors que l'on est capable de mener une réflexion collective sur l'agriculture en Europe... C'est un immense défi, mais qui doit être relevé pour protéger la souveraineté alimentaire en Europe et probablement la souveraineté de manière générale.

Mesdames, Messieurs, dans quelques instants, le colloque EUROPA 2019 va être ouvert par :

- Pascal CAVITTE, Conseiller régional de Nouvelle Aquitaine, représentant le Président Alain ROUSSET
- Jean-Paul DURET, Président de la Communauté Urbaine Limoges Métropole
- Jean-Claude LEBLOIS, Président du Conseil départemental de la Haute-Vienne
- Émile-Roger LOMBERTIE, Maire de la Ville de Limoges
- Bertrand VENTEAU, Président de la Chambre Départementale d'Agriculture de la Haute-Vienne
- Alain CELERIER, Président de l'Université de Limoges
- Christine JOSSET-VILLANOVA, Administrateur en charge des relations européennes, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)
- Hélène PAULIAT, Présidente de l'Association EUROPA, Présidente Honoraire de l'Université de Limoges

Mais avant de leur laisser la parole, je tiens à remercier chaleureusement les étudiants de l'Université de Limoges présents dans cette salle, qui témoignent du soutien actif que nous apportent depuis de nombreuses années la Faculté de droit et des sciences économiques et l'Institut de Préparation à l'Administration Générale.

Mesdames, Messieurs, je vous souhaite à toutes et à tous un excellent colloque ! Je vous remercie.